

L'AGROÉCOLOGIE :

Inscrire l'agriculture dans la transition

Ronan LASBLEIZ

*Sous la direction de
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | OCT 15
Développement durable



COMPRENDRE POUR AGIR

L'AGROÉCOLOGIE :
Inscrire l'agriculture dans la transition

Ronan LASBLEIZ
Sous la direction de Denis STOKKINK

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I. Entre agricultures conventionnelle et biologique : la troisième voie de l'agroécologie	4
1. La crise du modèle d'agriculture intensive	4
2. L'alternative de l'agriculture biologique et ses limites	5
II. Un concept vague et des pratiques multiples : tentative de définition de l'agroécologie	6
1. La définition du concept d'agroécologie et la spécificité de cette approche	6
2. Les ambitions et les perspectives socio-économiques de l'agroécologie	8
CONCLUSIONS	9
BIBLIOGRAPHIE	10

AVANT-PROPOS

Depuis 1948, c'est inscrit noir sur blanc dans la Déclaration universelle des droits de l'homme : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation* »¹. Depuis 1948 pourtant, ce droit à l'alimentation s'est vu galvaudé : le principe de sécurité alimentaire justifiait un développement effréné du modèle d'agriculture intensive, au prix bien souvent de la santé et du bien-être tant des consommateurs que des agriculteurs.

Aujourd'hui, de plus en plus de producteurs se tournent vers des modèles alternatifs : agroécologie, diversification des races dans les élevages, circuits courts alimentaires, etc. Les bénéfices semblent évidents : développement économique des territoires, création d'emplois de qualité dans le secteur agricole, revalorisation de la profession, amélioration de la traçabilité des produits et de leurs qualités nutritives, biodiversité et environnement préservés... La liste est longue !

Si les producteurs européens ne se sont pas encore tous engouffrés dans ces modèles d'avenir, c'est que les freins sont encore nombreux : de l'héritage familial à la pression des distributeurs², en passant par l'accaparement des terres³, la solution facile est souvent d'en appeler à une réforme de la Politique Agricole Commune pour subventionner un modèle en déclin.

Dans ces quatre nouvelles Notes d'analyse, POUR LA SOLIDARITÉ a donc souhaité mettre en lumière ceux qui changent. Pourquoi ? Car ils montrent que « nourrir la planète » tout en « mangeant mieux », c'est possible ! Il est temps d'entendre la demande grandissante des consommateurs et la détresse quotidienne des petits producteurs ! Il est temps, en Europe, de penser une politique alimentaire durable qui saura offrir à tous la qualité de vie, la santé et le bien-être qui, depuis 1948, nous sont promis !

Solidairement vôtres,

Denis Stokkink, Président
Estelle Huchet, Chargée de projets

¹ Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25, 1948.

² SARTRE Julien, « Dans le Morbihan, des paysans produisent autrement... et ça marche ! », *Mediapart.fr*, article du 2 septembre 2015.

³ COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, Avis. « L'accaparement des terres : une sonnette d'alarme pour l'Europe et une menace imminente pour l'agriculture familiale », 21 janvier 2015.

INTRODUCTION

Le 8 mars 2011, le rapport « Agroécologie et droit à l'alimentation » a été présenté devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le Droit à l'Alimentation. Il « appelle à un virage fondamental en faveur de l'agroécologie comme moyen d'accroître la production alimentaire et réduire la pauvreté rurale »⁴. Ce modèle est pensé comme la voie la plus à même de faire face aux crises alimentaires, écologiques et énergétiques qui touchent le monde aujourd'hui et dont les effets semblent s'intensifier chaque année. Ce concept est de plus en plus présent dans le débat public, tant au niveau institutionnel avec, par exemple, la campagne en faveur de l'agroécologie portée par le ministre de l'Agriculture français Stéphane Le Foll, que chez les acteurs plus spécialisés tel Pierre Rahbi et son projet de « sobriété heureuse ».

De plus, on trouve en Europe une forte demande sociale pour des biens issus de productions respectueuses de l'environnement⁵. Conscient de la contribution du secteur agricole aux changements climatiques et dérèglements environnementaux, les consommateurs européens appellent petit à petit le secteur à se confronter à ce nouvel enjeu.

Encore largement débattue, l'agroécologie souffre d'une absence de définition claire. La diversité de connaissances et de pratiques rassemblées sous ce vocable rend toute tentative de chiffrage et d'évaluation périlleuse.

Comme l'économie circulaire^{6 7}, l'agroécologie présente pourtant des réponses pertinentes aux enjeux environnementaux. Les deux modèles s'avèrent d'ailleurs très liés, tant au niveau des concepts fondateurs que de la manière dont ils sont appliqués sur le terrain. Tous deux aspirent à « autre chose », pour à la fois corriger les dérives des modèles de production dominants et apporter des alternatives innovantes et durables pour l'avenir. De ce fait, il semble intéressant d'établir un parallèle tout au long de la note entre ces deux projets au centre de la transition.

Dans le prolongement des différentes publications POUR LA SOLIDARITÉ en économie circulaire et en alimentation durable, cette nouvelle publication se propose d'explorer le contexte ayant conduit à l'émergence de l'agroécologie et d'en tirer une tentative de définition au regard des enjeux alimentaires et écologiques qui défient nos sociétés contemporaines.

⁴ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Communiqué de Presse, « L'agroécologie peut doubler la production alimentaire en 10 ans », mars 2011.

⁵ DELHOMMEAU Tiphaine, *Alimentation : circuits courts, circuits de proximité*, Cahiers POUR LA SOLIDARITÉ n°20, 2009, pp. 66-67.

⁶ MESSINA Stefano, *L'économie circulaire en Europe. Un pas en avant, deux pas en arrière ?*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, 2015.

⁷ SANA François, *L'économie circulaire : changement complet de paradigme économique ?*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, 2014.

I. ENTRE AGRICULTURES CONVENTIONNELLE ET BIOLOGIQUE : LA TROISIÈME VOIE DE L'AGROÉCOLOGIE

1. LA CRISE DU MODÈLE D'AGRICULTURE INTENSIVE

Déforestation massive, uniformisation des espèces animales et végétales, fragilisation des écosystèmes... L'impact de l'agriculture intensive sur l'environnement est porté à l'attention des citoyens par le biais des lanceurs d'alertes ou des organisations environnementales. La crise de ce modèle qui s'est généralisé au XXème siècle est bien là. Les limites de la durabilité de cette agriculture sont chaque jour de plus en plus perceptibles.

L'utilisation intensive des produits phytosanitaires a un impact considérable sur les écosystèmes⁸. De surcroît, les bactéries tendent à s'adapter, ce qui soutient la demande de produits plus puissants et plus nocifs encore pour l'environnement. Ce modèle d'agriculture a également un rôle important dans la pollution de l'eau et de l'air impliquant des coûts de court terme (frais de dépollution) et de long terme (baisse de la fertilité des sols) pour la société⁹.

Le modèle de l'agriculture intensive est également fortement consommateur d'énergie. Il est contributeur direct net à 13.5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre par le labour, la digestion des bovins et les travaux de la ferme. Ce chiffre peut atteindre entre 22 et 27 % quand on y ajoute les émissions dues aux transports des produits ou à la déforestation¹⁰. En même temps, l'agriculture est un des secteurs le plus touché par les changements climatiques et ses effets¹¹. Les hausses de température et l'augmentation des inondations affectent directement les récoltes. S'y adapter sera très coûteux à long terme sans évolution du modèle de production¹².

L'agriculture est liée aux prix des combustibles fossiles qui sont essentiels à la production des intrants (engrais, diesel, pesticide) qu'elle utilise en grande quantité. Ainsi, l'instabilité de ces cours fait porter un risque important sur les prix agricoles¹³. De plus, à moyen et long terme, les réserves en énergies fossiles seront amenées à décroître et donc les prix à augmenter.

Pour comprendre l'environnement dans lequel évoluent les agriculteurs, il convient également de rappeler le rôle des coopératives agricoles¹⁴ qui, en lien avec la globalisation des marchés, opèrent des changements stratégiques, plutôt tournés vers le court terme. De fait, l'agriculteur ne gère qu'une petite partie de l'activité de production, la coopérative supervise le tout. L'agro-industrie et la politique agricole commune, dans le but d'arriver à des économies d'échelle, ont favorisé l'agrandissement des exploitations¹⁵ et donc la disparition d'une grande partie d'entre elles, et du modèle d'agriculture paysanne, entraînant avec elle la désertification du monde rural. Le rôle des multinationales est aussi de plus en plus important. Du fait des stratégies de court terme que celles-ci développent, l'agro-industrie

⁸ En éradiquant totalement certains nuisibles, les chaînes alimentaires sont bouleversées ce qui conduit à la disparition d'espèces.

⁹ DELHOMMEAU Tiphaine, *op. cit.* pp. 43-47.

¹⁰ BRÉSILLON Thierry, « La pression de l'agrobusiness sur les négociations climatiques », *CCFD-Terre solidaire*, avril 2015.

¹¹ GRIFFON Michel, « L'agroécologie, un nouvel horizon pour l'agriculture », *Études*, décembre 2014, p. 31-39.

¹² ROBINET Aurore, *Entreprises et transition : enjeux et perspectives face à l'urgence climatique*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, 2015, p. 7.

¹³ DELHOMMEAU Tiphaine, *op. cit.* p. 20.

¹⁴ La très grande majorité des agriculteurs adhèrent à l'une d'elles. Elles font le pont entre les producteurs et les géants de l'agroalimentaire.

¹⁵ COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, « L'accaparement des terres : une sonnette d'alarme pour l'Europe et une menace imminente pour l'agriculture familiale », *Journal officiel de l'Union européenne*, janvier 2014.

contribue peu à la création d'emploi, car ces entreprises visent des rendements à court terme privilégiant par exemple la machine au travail humain¹⁶.

Néanmoins, le modèle intensif a pour mérite d'avoir réussi à nourrir une population qui a explosé dans les cinquante dernières années, en augmentant la productivité par hectare. De plus, si les rendements ne s'étaient pas accrus après la Seconde Guerre mondiale, il aurait été nécessaire de défricher encore plus de terres qu'aujourd'hui. Cette situation aurait été désastreuse tant le phénomène de déforestation est déjà alarmant. Cependant, les rendements ont maintenant tendance à plafonner alors que la population continue d'augmenter¹⁷, questionnant ainsi nos manières de produire et de consommer. Par conséquent, à moyen et long terme, la durabilité du modèle intensif semble compromise et les réponses qu'il propose aux crises alimentaire et écologique limitées.

2. L'ALTERNATIVE DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET SES LIMITES

Après la Seconde Guerre mondiale et avec le développement de l'agriculture intensive, des agriculteurs en opposition avec ce modèle dominant se sont lancés dans l'agriculture biologique. Elle consiste à s'appuyer sur le travail humain et les seules ressources de la nature pour « assurer la fertilité des sols et la protection des cultures »¹⁸. Ainsi, elle induit une culture sans intrant synthétique ni produit phytosanitaire. Ce modèle vise à fournir une alimentation de très haute qualité tout en respectant l'environnement mais également le bien-être des animaux.

Cependant, certaines critiques de l'agriculture biologique ont été émises par différents courants. Tout d'abord, certaines critiques indiquent qu'au regard des enjeux alimentaires elle est limitée et reste complexe à mettre en œuvre. En effet, les rendements plus faibles induiraient d'étendre la surface nécessaire pour produire de la nourriture en quantité suffisante. Aussi le label « bio » n'empêche pas l'agriculteur de se focaliser sur l'export, sans ancrage local, ou encore d'associer des cultures qui portent dommage à la qualité des sols. Sans tourner le dos au bio pour autant, ce modèle demeure problématique quant à son développement à grande échelle. De plus, dans son état actuel et avec les habitudes alimentaires européennes, une généralisation de l'agriculture biologique pourrait avoir une incidence négative sur le réchauffement climatique car elle nécessiterait plus de terres pour compenser la baisse importante des rendements impliquant une utilisation plus importante du matériel agricole et plus de déforestation¹⁹. En raison de ces rendements plus faibles, l'écart de prix avec l'agriculture intensive reste encore trop important pour que l'alimentation biologique se démocratise.

À la suite des crises du pétrole de 1973 et de 1979, en lien avec des revendications écologiques et environnementales, des agriculteurs ont cherché des alternatives à l'agriculture intensive sans pour autant faire de l'agriculture biologique pour les raisons évoquées précédemment²⁰. De nouveaux types d'agricultures apparaissent alors telle que l'agriculture raisonnée ou l'agriculture durable sans définition claire. Dans cette nébuleuse de projets, des pratiques et des valeurs communes commencent à se dessiner. Certains de ces précurseurs comme Pierre Rahbi y ont associé une réflexion plus générale dans laquelle à travers le changement de paradigme de la production, sont soulevés des questionnements sur notre manière de consommer et de vivre. Ainsi commence à émerger le projet agroécologique.

¹⁶ DELHOMMEAU Tiphaine, *op. cit.* pp. 32-38.

¹⁷ GRIFFON Michel, *op. cit.* pp. 33-34.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ ATTRUP Lars, « Rendements. Les limites de l'agriculture biologique », *Courrier International*, janvier 2010 : <http://bit.ly/1EC4uir> (consulté le 20 juillet 2015)

²⁰ GRIFFON Michel, *op. cit.* p. 33.

En outre, il est intéressant de noter une certaine opposition qui a longtemps perduré dans le champ universitaire entre l'agronomie et l'écologie. Cette démarcation académique a créé une distance intellectuelle, des schémas de pensée qui s'envisageaient comme incompatibles, avec une différence sociologique entre les étudiants. Ceux en agronomie s'intéressaient presque exclusivement aux questions de rendement des productions agricoles, alors que les étudiants en écologie se distinguaient par un intérêt prononcé pour la protection de la nature. L'agroécologie tente donc de faire cette jonction et de ce fait, essaye de dépasser cette dichotomie que l'on retrouve aussi bien dans la recherche que dans les pratiques des agriculteurs²¹.

II. UN CONCEPT VAGUE ET DES PRATIQUES MULTIPLES : TENTATIVE DE DÉFINITION DE L'AGROÉCOLOGIE

1. LA DÉFINITION DU CONCEPT D'AGROÉCOLOGIE ET LA SPÉCIFICITÉ DE CETTE APPROCHE

L'agroécologie reste aujourd'hui un concept qui est largement débattu. Deux courants se distinguent : le premier en prolongement de l'agriculture « bio », pour la rendre plus aboutie et l'autre comme une alternative à la dichotomie « bio » / conventionnel. Dans cette note d'analyse, nous nous appuyerons sur une définition large de l'agroécologie afin de comprendre l'ensemble des enjeux qui y sont liés.

L'agroécologie peut être définie comme une approche scientifique interdisciplinaire qui questionne les travaux d'agronomie déterminants dans la mise en place de l'agriculture productiviste. Contrairement au modèle d'agriculture intensive qui s'appuie principalement sur la science agronomique, l'agroécologie fait en plus appel aux sciences sociales et à l'écologie. C'est aussi un mouvement social qui émane d'une critique de la modernisation de l'agriculture.

Un autre des fondements de l'agroécologie est de rejeter l'axe technico-économique du productivisme (« Comment augmenter la productivité agricole pour répondre aux demandes croissantes du marché planétaire ? ») pour y préférer un axe socio-technique (« Comment organiser autrement les systèmes alimentaires face à la diversité et à la multiplicité des enjeux et objectifs alimentaires, environnementaux, et sociaux ? »)²², axe auquel se greffent à la fois les circuits courts et les organisations de l'économie circulaire du secteur de l'alimentaire²³. Le paysan procède alors à un approfondissement de la pratique agricole pour prendre en compte des éléments incontournables dans l'élaboration de l'agroécologie comme l'impact environnemental, la portée sociale ou encore la place de l'agriculteur dans la filière agro-alimentaire. Des similitudes notables avec l'économie circulaire sont ici à relever, qui au contraire du modèle linéaire, tente d'envisager la production comme la partie d'un tout.

²¹ GRIFFON Michel, *op.cit.* p. 32.

²² STASSART Pierre et al, « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », *Agroécologie entre pratiques et sciences sociales*, avril 2012, p. 3.

²³ Pour plus d'informations voir : ROBINET Aurore, *Les circuits courts alimentaires, enjeux économiques et perspectives pour les territoires*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, octobre 2015.

Selon Altieri²⁴, un des pionniers de ce modèle, l'approche agroécologique revêt trois dimensions principales. Tout d'abord, la dimension technique consiste à appliquer les principes de l'écologie à l'agriculture avec une certaine attention portée sur l'idée d'« agroécosystème »²⁵ avec lequel l'agriculteur adapte son travail. La dimension socioéconomique et culturelle de l'agroécologie vise à la transformation de l'environnement économique de la production agricole avec un rapport nouveau à la nature. Enfin, la dimension sociopolitique de l'agroécologie a vocation à s'appuyer « sur l'accès et l'utilisation correcte de la nature pour élever le niveau de vie à l'intérieur des systèmes sociaux » dans l'optique de corriger les inégalités provoquées par l'agriculture conventionnelle.

Pour mettre en place ce modèle, le but de l'agriculteur est de trouver pour chaque situation la meilleure interaction entre tous les éléments (plantes, sols, insectes, bocage) qui soit en mesure de produire des rendements suffisants tout en respectant l'environnement²⁶. En ce sens, l'agroécologie se rapproche du modèle de l'économie circulaire qui amène à réfléchir sur la globalité du cycle de vie du produit mais également sur son influence sur l'environnement. L'idée est d'utiliser intensivement les fonctionnalités écologiques plutôt que les intrants chimiques et synthétiques pour préserver l'environnement.

Comme c'est le cas pour l'économie circulaire, les stratégies de long terme sont privilégiées et la prise en compte de la vie entière du produit est pensée dès sa conception. La mise en place de ces pratiques combine à la fois le savoir de l'agriculteur, qui connaît les terres et les cultures, et les sciences de l'agronomie et de l'écologie, qui mettent à leur disposition des schémas d'analyse et des solutions adaptées à une juste compréhension des écosystèmes.

Exemples de mise en pratique de l'agroécologie

<p>La rotation des cultures²⁷</p>	<p>La méthode consiste à faire le choix d'une plus grande diversité de variétés en fonction des écosystèmes. En intégrant des légumineuses comme les pois ou les lentilles dans les rotations des cultures, l'agriculteur peut alors réduire l'utilisation d'engrais de synthèse par la capacité de ces variétés à fixer l'azote qui est dans l'air. De ce fait, les systèmes de production sont complexifiés pour être moins vulnérables aux maladies et aux prédateurs. Ils sont aussi plus résistants aux effets des changements climatiques tels que les fortes chaleurs.</p>
<p>La méthanisation²⁸</p>	<p>La méthode amène l'agriculteur à utiliser la décomposition des matières organiques pour produire du biogaz et de l'électricité, en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre des élevages et en valorisant les effluents d'élevage tels que le lisier.</p>
<p>L'agroforesterie²⁹</p>	<p>Cette pratique qui consiste, quant à elle, à favoriser les haies et les arbres sur les bords des cultures dans le but de faire de l'ombre aux cultures qui ont donc moins besoin d'eau et dont les feuilles qui tombent au sol et se décomposent produisent un engrais naturel, tout ceci en enrichissant la biodiversité de l'écosystème.</p>

²⁴ GROUPE DE TRAVAIL DÉSSERTIFICATION, *Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables*, janvier 2013, p. 13.

²⁵ C'est un écosystème modifié par l'Homme pour en retirer des matières organiques. L'idée est de comprendre les différentes interactions entre le vivant et le non-vivant.

²⁶ ESTIVAL Laurence, « Nourrir le monde autrement », *Alternatives Économiques* n°328, octobre 2013, p. 3.

²⁷ LALLAU Benoît, DUFUMIER Marc, « Produire sans détruire », *Alternatives Économiques* n°295, octobre 2010, p. 3.

²⁸ ADEME & VOUS, « Repensons les pratiques agricoles », n° 82, février 2015, p. 9.

²⁹ LALLAU Benoît, DUFUMIER Marc, *op. cit.*, p.3.

2. LES AMBITIONS ET LES PERSPECTIVES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'AGROÉCOLOGIE

L'agroécologie a une ambition sociale en essayant de donner une autre place à l'agriculteur, et au monde rural. Elle cherche une réponse à l'image ternie des agriculteurs en Europe qui sont régulièrement renvoyés à leur impact environnemental mais aussi aux scandales alimentaires (parfois à tort). Comme dans l'économie circulaire, le but est également de redonner une autre position au producteur par une revalorisation sociale du travail, du rapport au produit et à l'outil de travail (ici, la nature).

Dans la mesure où les agriculteurs peuvent être correctement rémunérés pour leurs produits, l'agroécologie peut également être vectrice de création d'emplois qui, de surcroît, sont non-délocalisables³⁰. Ces emplois permettraient de revitaliser le monde rural qui souffre d'un exode dû notamment au manque de perspective dans l'agriculture. Cette évolution serait à la fois, source d'emplois qualifiés en mesure d'associer les connaissances en agronomie et en écologie, mais également d'emplois peu qualifiés par exemple dans les centres de méthanisation.

L'agroécologie vise aussi une meilleure qualité des produits grâce à une utilisation moindre des produits phytosanitaires. Les produits sont par ailleurs plus accessibles que ceux de l'agriculture biologique et donc plus à même de porter une démocratisation de produits bons pour la santé³¹. Ainsi à long terme, l'agroécologie s'avère être un atout pour l'amélioration de la santé publique à la fois en améliorant la qualité de l'alimentation, mais aussi en préservant l'environnement. La généralisation de ce modèle est alors susceptible de réduire les coûts sociaux liés à une population en mauvaise santé.

Pour Michel Griffon, économiste spécialiste de l'agroécologie, la compréhension de ce modèle semble se faire assez facilement chez les agriculteurs en tant qu'il peut résulter d'une observation de la nature³². Beaucoup d'entre eux pratiquent ce modèle avec un esprit créatif « de start-up innovante », dans la mesure où l'idée n'est pas d'appliquer des « recettes » dans une optique « top-down » mais au contraire de s'adapter au terrain. On retrouve encore l'esprit de l'économie circulaire avec l'idée de travailler en commun avec l'ensemble des acteurs de la filière agro-alimentaire pour penser le produit.

Enfin, il existe un fort potentiel de complémentarité entre les fermes de modèle agroécologique et les organisations de l'économie circulaire. Les deux se basent sur des principes communs mais aussi des pratiques qui suivent les mêmes orientations, et se retrouvent ainsi sur des plateformes communes avec notamment des constitutions de filières en commun, comme le circuit court. Ces deux secteurs sont axés sur un modèle « réparateur » et « régénérant ».

³⁰ LALLAU Benoît, DUFUMIER Marc, *op. cit.*, p. 3.

³¹ LASBLEIZ Ronan, *Agroécologie et politiques publiques en Europe*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, octobre 2015.

³² GRIFFON Michel, *op. cit.*, p. 39.

CONCLUSIONS

Le projet agroécologique et son récent essor dans le débat public témoignent de la prise de conscience de nombreux acteurs des crises écologiques, alimentaires et énergétiques qui touchent nos sociétés. En s'appuyant sur une critique profonde du modèle de l'agriculture conventionnelle et de la généralisation du « bio », l'agroécologie propose de changer de paradigme. En utilisant les potentialités offertes par les écosystèmes, les fermes agroécologiques sont en mesure de limiter leur recours aux intrants. Elles proposent ainsi un modèle d'agriculture qui promeut un produit de qualité, répondant aux besoins alimentaires et respectant l'environnement, voire corrigeant les externalités négatives du modèle conventionnel.

Au regard de la crise que traverse l'agriculture, l'agroécologie semble porteuse de nouvelles perspectives. Du fait de la diversité des pratiques et des connaissances, ainsi que de la difficulté de s'accorder sur une définition unanime, il reste difficile d'en faire un état des lieux chiffré. Au même titre que l'économie circulaire, il est toutefois indéniable que ce projet s'inscrit dans le champ plus large de la transition.

Devant le potentiel offert par ce nouveau modèle, nous ne pouvons que soutenir Olivier De Schutter dans son appel à un virage fondamental en faveur de l'agroécologie et plaider pour que les élu-e-s intègrent le concept dans leurs politiques communautaires et nationales pour l'agriculture de demain.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTATION OFFICIELLE

- COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, « L'accaparement des terres : une sonnette d'alarme pour l'Europe et une menace imminente pour l'agriculture familiale », *Journal officiel de l'Union européenne*, janvier 2014.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Communiqué de Presse, « L'agroécologie peut doubler la production alimentaire en 10 ans », mars 2011.

ÉTUDES ET PUBLICATIONS

- BUREAU Audrey, HUCHET Estelle, *Quelle politique alimentaire pour l'Union européenne ?*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, octobre 2015.
- DE SCHUTTER Olivier, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation pour les Nations Unies*, 2010.
- DELHOMMEAU Tiphaine, *Alimentation : circuits courts, circuits de proximité*, Cahiers PLS n°20, POUR LA SOLIDARITÉ, novembre 2009.
- GRIFFON Michel, « L'agroécologie, un nouvel horizon pour l'agriculture », *Études*, décembre 2014.
- GROUPE DE TRAVAIL DÉSSERTIFICATION, *Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables*, janvier 2013.
- GUILLOU Marion et al, *Le projet agro-écologique : Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement*, mai 2013.
- LASBLEIZ Ronan, *La place de l'agroécologie et de ses principes dans les politiques publiques en Europe*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, octobre 2015.
- MESSINA Stefano, *L'économie circulaire en Europe. Un pas en avant, deux pas en arrière ?*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, avril 2015.
- ROBINET Aurore, *Les circuits courts alimentaires, enjeux économiques et perspectives pour les territoires*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, octobre 2015.
- ROBINET Aurore, *Entreprises et transition : enjeux et perspectives face à l'urgence climatique*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, juillet 2015.
- SANA François, *L'économie circulaire : changement complet de paradigme économique ?*, Note d'Analyse POUR LA SOLIDARITÉ, novembre 2014.
- STASSART Pierre et al, « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », *Agroécologie entre pratiques et sciences sociales*, avril 2012.
- VAN DAM Denise et al., *Agroécologie : Entre pratiques et sciences sociales*, Educagri Editions, 2012.

RESSOURCES MÉDIATIQUES

- ADEME & VOUS, « Repensons les pratiques agricoles », n°82, février 2015.

- ATTRUP Lars, « Rendements. Les limites de l'agriculture biologique », *Courrier International*, janvier 2010 : <http://bit.ly/1EC4uir> (consulté le 20 juillet 2015)
- BAZILE Didier, « L'agriculture peut-elle sauver la biodiversité ? », *Alternatives Internationales*, n°55, juin 2012.
- BRÉSILLON Thierry, « La pression de l'agrobusiness sur les négociations climatiques », *CCFD-Terre solidaire*, avril 2015 : <http://bit.ly/1O8O2fy> (consulté le 20 juillet 2015)
- CONSOGLOBE, « Manger bio...Manger écolo ? » : <http://bit.ly/1UHdTOV> (consulté le 20 juillet 2015)
- ESTIVAL Laurence, « Nourrir le monde autrement », *Alternatives Économiques*, n°328, octobre 2013.
- LALLAU Benoît, DUFUMIER Marc, « Produire sans détruire », *Alternatives Économiques*, n°295, octobre 2010.
- OSEZ L'AGROÉCOLOGIE, « L'agroécologie » : <http://bit.ly/1MfnMIB> (consulté le 15 juillet 2015)

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.

ACTIVITÉS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur www.pourlasolidarite.eu et disponibles en version papier.

2

Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

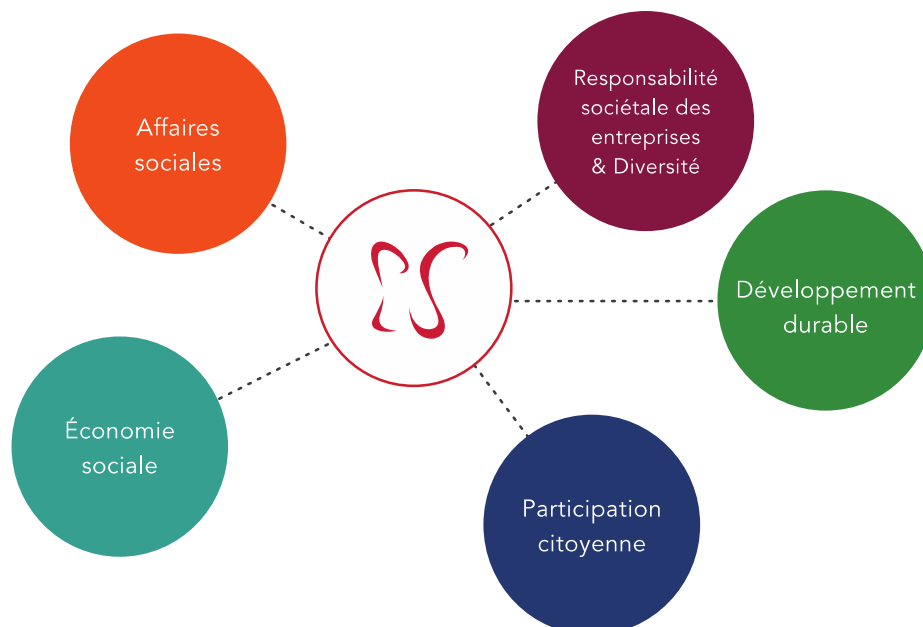
Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

Organise des conférences qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

THÉMATIQUES

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



OBSERVATOIRES EUROPÉENS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens :

- www.ess-europe.eu
- www.transition-europe.eu
- www.diversite-europe.eu
- www.participation-citoyenne.eu

COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

- *Entreprises et transition : enjeux et perspectives face à l'urgence climatique*. Aurore Robinet, juillet 2015.
- *La protection sociale des travailleurs indépendants*. Éric Moranval, juin 2015.
- *Les clusters d'innovation sociale : analyse et bonnes pratiques européennes*. Pierre Perard, juin 2015.
- *Sept questions clés sur la COP 21*. Stefano Messina, juin 2015.
- *L'économie sociale : une réponse aux besoins de proximité*. Pierre Perard, juin 2015.
- *Les initiatives citoyennes européennes : un échec ?* Éric Moranval, mai 2015.
- *L'économie circulaire en Europe : un pas en avant, deux pas en arrière ?* Stefano Messina, avril 2015.
- *Commission Juncker : quelle politique pour l'emploi ?* Léa Bottani-Dechaud, avril 2015.

CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France*. PLS / SMart, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie*. PLS / SMart, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes*. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie*. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

- *Politiques de versement des prestations sociales en Europe - Étude de cas comparative*. POUR LA SOLIDARITÉ et groupe Up, mars 2015.
- *Habitat et handicap : recommandations pour un habitat dans une société inclusive*. En collaboration avec l'Association des Paralysés de France et l'Université Paris Est Créteil – LIRTES, décembre 2014.
- *Entreprises sociales - Comparaison des formes juridiques européennes, asiatiques et américaines*. Maïté Crama, juin 2014.
- *Habitat et inclusion sociale des personnes en situation de handicap en Europe*, Sanjin Plakalo, décembre 2013.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur www.pourlasolidarite.eu

Développement durable

Le développement durable est un mode de développement des activités humaines équilibré, viable à long terme dont les impacts écologique, social et économique ont été pris en compte. Depuis sa création le think & do tank européen POUR LA SOLIDARITÉ – PLS développe une réflexion novatrice et de multiples recherches autour des concepts de: logement durable, développement local, nouveaux métiers de la ville, transition durable, empreinte positive des entreprises sociales.

Dans cette deuxième note d'une série de quatre publications, POUR LA SOLIDARITÉ – PLS revient sur les principaux enjeux et perspectives de ce projet décisif pour la transition.

Les scientifiques, les citoyens ou encore la société civile organisée rappellent régulièrement aux dirigeants la gravité des crises écologique et alimentaire auxquelles on doit faire face. Le modèle agricole conventionnel semble, d'année en année, montrer ses limites : impact nocif sur l'environnement, baisse de la qualité des produits, concentration des exploitations, désarroi du monde paysan et rural...

Prendre conscience de ces limites, mais aussi de celles du modèle biologique, invite à s'intéresser à l'alternative prometteuse qu'est l'agroécologie. En effet, cette agriculture regroupe un ensemble de connaissances et de pratiques qui visent à plus de cohérence avec la nature.

Compte tenu de la diversité des approches qui la compose, il reste difficile d'apporter une définition claire de ce projet et, de ce fait, un chiffrage précis de son évolution. Néanmoins, la gravité des crises actuelles nous concerne tous, acteurs de la filière agro-alimentaire comme citoyens. Par conséquent, POUR LA SOLIDARITÉ – PLS, dans un souci d'appuyer les initiatives de la transition, présente une analyse de cette opportunité d'avancer vers des modèles de développement plus durables. En relevant des exemples de mises en pratique de l'agroécologie et en analysant plus en détail ce concept, nous évaluerons les ambitions de ce projet et les réponses qu'il apporte aux enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui et demain !

Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un dossier consacré à l'agriculture et l'alimentation durable en Europe. Les trois notes complémentaires composant ce dossier thématique sont disponibles sur notre site.

Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink

